

original: dy

kopie: brc ke dea nf myr vsg vdf rx kt caf rja ho
 bjo grb ria egf wp fmd kur sut gh ltj kj lay
 fwa rae bod

Kopie nach Kenntnisnahme vertraulich vernichten!

MOSCOUAM

BRN00225

CONFIDENTIAL

page 1 of 4

moscou, le 14 octobre 1993 09h30

225

au chef du secretariat politique

copie a : ambassade de suisse bruxelles, mission suisse bruxelles

service tg, veuillez s.v.p. transmettre copie aux ambassades de
suisse a bonn, londres, paris, new york, rome, vienne, washington} TC-850
MP

c o n f i d e n t i e l

r.p. no. 31 - rr/bf

e s s a i d e b i l a n

l'antagonisme entre president et parlement, opposition irreductible entre legitimité et legalité, ne pouvait étre résolu que par la force. pourtant m. eltsine hésitait a y recourir pour éviter la perte de popularité inhérente a toute action répressive. en appelant bien imprudemment une foule jusque-là désordonnée a se diriger vers l'immeuble de la municipalité et celui de la télévision, le général routskoi a offert a m. eltsine l'occasion qu'il n'osait espérer de recourir a la force dans les meilleures conditions politiques et morales. m. eltsine a pu faire donner le canon aux applaudissements de son peuple (c'est-a-dire de la minorité qui n'est pas indifférente) et des gouvernements étrangers rangés derrière lui.

ainsi donc, m. eltsine a gagné. a-t-il gagné définitivement ou quelque contre-coup est-il a attendre ? songeant a l'histoire contemporaine de son pays, l'ambassadeur d'Espagne se demande si ce que nous venons de vivre correspond a octobre 1934, les asturies, c'est-a-dire une répression réussie, prélude d'une guerre civile, ou juillet 1936, le recours a la force réussi, tranchant définitivement un antagonisme et établissant un ordre nouveau. je pencherais pour la seconde hypothèse.

il reste deux forces dans le pays dont on peut se demander si elles ont les moyens soit de s'opposer a m. eltsine, soit de monnayer l'appui qu'elles lui accorderaient : ce sont les provinces et l'armée.

pour les provinces ou, plus généralement, les "sujets de la fédération", comme on dit ici, c'est-a-dire aussi les républiques fédérées et territoires autonomes, une occasion s'offrait d'exploiter la situation pour accentuer leur autonomie ou même tendre a l'indépendance. la querelle entre présidence et parlement pouvait leur étre indifférente, mais l'affaiblissement du pouvoir central leur ouvrait des possibilités. celles-ci ont disparu ou, en tout cas, diminué depuis le lundi 4 octobre et les décisions très fermes de m. eltsine depuis lors montrent qu'il n'est pas prêt a acheter le



soutien des regions par des concessions. il reste que celles-ci demeurent un facteur d'incertitude.

l'armee a ete, comme on pouvait bien sur s'y attendre, le facteur decisif dans la solution de la crise. m. eltsine ne se serait pas lance, en mars dernier, dans cette confrontation sans compromis possible entre legitime et legale s'il ne s'etait pas estime certain du soutien de l'armee. le ministre de la defense, le general gratchev, lui etait incontestablement acquis et il etait sans doute la piece centrale de la combinaison. en revanche, on dit maintenant que le general lui-meme a eu de la peine a se faire obeir, ce fameux dimanche 3, et a obtenir que ses subordonnes le suivent.

je ne pense pas que l'armee puisse se retourner contre m. eltsine dans un nouveau developpement. elle ne pourrait pas atteindre une unite suffisante pour agir comme un tout et la legitime de m. eltsine mettrait une armee putschiste par trop en opposition a la fraction politiquement eveillee du peuple.

on peut se demander, en revanche, si et comment l'armee se fera payer son soutien. a cet egard, on peut songer a un maintien ruineux par son effet inflationniste de l'inutile production d'armements ou a un blanc-seing pour la poursuite de la politique de reprise en main de "l'etranger proche". jusqu'a present, l'armee a fait ce qu'elle a voulu, notamment en transcaucasie. a l'avenir, elle continuera de faire ce qu'elle veut, mais ce pourrait ne plus etre la politique de "certains cercles russes", comme on le disait dans les pays concernes, mais la politique de la russie tout court.

cela m'amene a vous parler du conflit entre l'azerbaïdjan et l'armenie, auquel, apres la visite que je viens de faire a bakou pour l'installation du president aliev, j'avais d'abord l'intention de consacrer un rapport separe.

je suis arrive a bakou le lendemain de la visite a moscou des trois presidents aliev, ter petrossian et chevartnadze et, a peine descendu d'avion, on me conduisait chez le vice-ministre des affaires etrangeres salamov, qui desirait me parler. bien sur, j'ai tres bientot mis la conversation sur la rencontre de la veille. la reponse a ete reservee et decevante : les entretiens etaient d'une nature hautement confidentielle et rien ne pouvait etre dit a leur sujet, sinon que le president aliev s'etait declare satisfait (la meme reponse fut donnee aux ambassadeurs qui rencontrerent le vice-ministre apres moi). pourtant, la suite de la conversation et surtout ses sous-entendus et non-dits montrerent que la reunion de moscou avait ete un echec. le vice-ministre releva, en effet, que l'armenie n'etait pas prete a abandonner les territoires occupes et qu'il faudrait, pour l'amener a le faire, une forte pression de la communaute internationale qui, jusqu'a present, avait completement echoue dans ce role. on apprenait plus tard, d'autre source, que meme les tentatives de la russie, qui a tout interet a la reprise des courants d'echange, de faire lever les blocus economiques avaient echoue, bien evidemment sur l'opposition de l'azerbaïdjan, pour qui le blocus de l'armenie est la seule arme. puis on entendit dire qu'au fond la reunion avait surtout ete consacree a la georgie et que le conflit du karabakh n'avait ete que peu evoque.

enfin, le vice-ministre livra, comme une opinion personnelle et apres s'etre fait beaucoup prier, ce qui est la conviction de chacun a bakou : la solution du conflit est a moscou et la guerre cessera le jour ou la russie le decidera.

tous partagent, en effet, une meme conviction : la russie a voulu punir l'azerbaidjan de n'avoir pas adhere a la c.e.i. et d'avoir etabli des relations privilegiees avec la turquie. mais tout va changer maintenant que le president aliev reequilibre ces relations et que, deja, le pays a reintegre la c.e.i. la russie ne peut pas se passer de l'azerbaidjan, ne serait-ce qu'en raison de ses richesses petrolieres. elle devait le combattre quant il paraissait vouloir lui echapper. elle le soutiendra des lors qu'il se rapproche d'elle.

l'explication parait simple, trop simple peut-etre. pourtant, les ambassadeurs en poste a bakou m'affirment qu'elle n'est pas fausse. l'ambassadeur de turquie me rappelle (comme il me le disait l'annee derniere) que son pays est trop realiste pour avoir jamais cherche a rivaliser d'influence avec la russie dans les etats successeurs. il ajoute qu'il a a maintes reprises exhorte m. elcibey a sauvegarder un certain equilibre, mais en vain, car le president se considerait tout simplement comme un turc.

l'ambassadeur de france (que je connais aussi de mon precedent passage) est evidemment pique du rang mediocre qu'occupe ici son pays (on remarquera par ex. que la seule ambassade ouverte jusqu'a present par l'azerbaidjan en europe occidentale est en allemagne). pour lui, l'azerbaidjan sous la presidence de m. elcibey etait un protectorat turc caracterise par l'incompetence et la corruption.

que la russie ait voulu punir l'azerbaidjan pour etre reste a l'ecart de la c.e.i. m'a paru une explication insuffisante et je me suis souvent demande quels pouvaient etre les interets reels de la russie a soutenir, comme elle l'a fait, l'armenie. comme je parlais de cette explication trop simple a mes yeux, un spirituel collegue a remarque: "explication trop simple pour vous, mais pas pour des militaires ex-sovietiques". il a raison. ce n'est pas etre un bon observateur que de vouloir etre plus subtil que ceux dont on doit analyser les comportements.

incontestablement, apres une phase de jubilation des etats successeurs sur la souverainete nouvellement acquise, la c.e.i. est en train de se renforcer et apres une phase d'engouement, une certaine desillusion sur la turquie aux possibilites finalement limitees est sensible dans les etats successeurs islamiques et pas seulement a bakou. comme j'evoque devant le vice-ministre le probleme que pose, pour l'avenir de la c.e.i., l'indendantisme resolu de l'ukraine, il me dit sa conviction que ce pays, tot ou tard, en raison de ses difficultes economiques, devra rejoindre le cercle de famille.

il reste que le retour en force de la russie dans "l'etranger proche" va poser un probleme a l'occident, y compris a nous. notre ambassadeur en france l'a deja releve et m. alain besancon s'est exprime a ce sujet dans un recent numero du "monde" (8 octobre). a l'epoque du communisme, j'ai toujours ete d'accord avec les theses

de cet auteur. je crois que, pour la première fois, je m'en écarterais. pour lui, le meilleur service qu'on puisse rendre à la Russie est de "l'aider ... à se débarrasser ... des derniers débris du rêve impérial". il ne faut plus "privilégier la Russie sur les autres républiques". je ne voudrais pas prendre la succession des intellectuels progressistes dans le rôle peu glorieux qu'ils ont joué durant des décennies en enjolivant "pour la bonne cause" l'impérialisme soviétique, mais je remarquerai qu'après s'être lamenté en 1992 du chaos qu'annonçait la dislocation trop hâtivement attendue de la C.E.I. on ne peut pas se lamenter en 1993 du resserrement de cette même C.E.I. certes, la communauté internationale ne pourrait pas laisser passer une intervention armée de la Russie pour récupérer telle ou telle partie de son empire (et les états successeurs craignent une telle intervention, se rappelant l'expérience de 1920 ou une indépendance accordée et reconnue à être foulée aux pieds par les communistes russes), mais les temps ont changé et une telle intervention n'aura pas lieu. en revanche, que les états successeurs acceptent certaines nécessités et reconnaissent le poids de leur voisin relève du jeu politique courant. on a trop vite passé la C.E.I. par pertes et profits et considère la Russie comme désormais négligeable. elle reste un état de 150 millions d'habitants, doté de l'arme nucléaire, de forces "conventionnelles" gigantesques et de ressources naturelles énormes. sa pression sur ses voisins paraît bien innocente, comparée par ex. à la continuelle ingérence de la France dans ses anciennes colonies ou à l'interventionnisme des états-unis en Amérique centrale. notre principal besoin est le calme et la stabilité en Europe. une désintégration de la C.E.I. les aurait menacés. son renforcement les garantit. ne l'oublions pas.

ritter

p.s. lorsque j'ai rédigé ce que vous venez de lire, j'avais reçu la première communication de l'ambassadeur Brunner sur le sujet, mais pas encore sa seconde (son 34 mais pas 35). vous constaterez une large coïncidence de vues avec, tout au plus, de simples nuances. j'ajouterai, pour conclure, quelques remarques que ne contredisent d'ailleurs en rien les rapports de Paris. j'ai comparé le comportement de la Russie avec celui d'autres puissances, mais pour moi, cet aspect moral est secondaire. il ne s'agit pas non plus de goûts et d'opinions : je trouve la politique de force russe très peu sympathique. seul compte à mes yeux, parce que vital, notre intérêt à la stabilité en Europe. mieux vaut une zone d'influence russe qu'une gigantesque nouvelle Yougoslavie.